

COMPTE RENDU DEFINITIF DE LA CENT DIX-SEPTIEME SEANCE

tenue au Palais des Nations, à Genève,  
le mardi 24 mars 1981, à 10 h 30.

Président : H. G. Herder (République démocratique allemande)

## PRESENTS A LA TABLE DU COMITE

Algérie :  
M. A. SALAH-BEY  
M. M. MEDKOUR  
M. A. ABBA

Allemagne, République fédérale d' :  
M. G. PFEIFFER  
L. N. KLINGLER  
M. H. HÜLLER  
M. W. RÖHR

Argentine :  
M. F. JIMENEZ DAVILA  
Mlle N. FREYRE PENABAD

Australie :  
M. R. STEELE

Belgique :  
M. A. ONKELINX  
M. J-M. NOIRFALISSE  
Mlle G. van den BERGH  
M. de BISSCHOP

Birmanie :  
U SAW HLAING  
U NGWE WIN

Brésil :  
M. C.A. de SOUZA e SILVA  
M. S. de QUEIROZ DUARTE

Bulgarie :  
M. P. VOUTOV  
M. I. SOTIROV

Canada :  
M. D.S. McPHAIL  
M. G. SKINNER

Chine :  
M. YU Peiwen  
M. YU Mengjia  
M. LIN Chen  
M. LI Weimin

Cuba :  
M. C. PAZOS  
M. F. CUSPINERA

Egypte :  
M. I.A. HASSAN  
M. H.N. FAHY  
M. ESSMAT EZZ

Etats-Unis d'Amérique :  
M. C.C. FLOWERREE  
M. F. De SIMONE  
Mme K. CRITTENBERGER  
M. J.A. MISKEL  
M. M. SANCHES  
M. C. PIERCY

Ethiopie :  
M. T. TERRETE  
M. F. YOHANNES

PRESENTS A LA TABLE DU COMITE (suite)

France :  
M. F. de la GORCE  
M. J. de BEAUSSE  
M. GESBERT  
M. H. COUTHURES

Hongrie :  
M. I. KOLIVES  
M. C. GYORFFY  
M. A. LAKATOS

Inde :  
M. A.P. VENKATESWARAN  
M. S. SARAN

Indonésie :  
M. S. DARUSMAN  
M. I. DAMANIK  
M. HARYONATARAM  
M. F. QASIM  
M. J. HADI  
M. KARYONO

Iran :  
M. D. AMERI

Italie :  
M. V. CORDERO di MONTIZEMOLO  
M. B. CABRAS  
M. E. di GIOVANNI  
M. L. SALAZAR

Japon :  
M. Y. OKAWA  
M. M. TAKAHASHI  
M. R. ISHII  
M. K. SHIMADA

Kenya :  
M. S. SHITEMI  
M. G.N. HUNIU

Maroc :  
M. A. SKALLI  
M. M. CHRAIBI

Mexique :  
M. A. GARCÍA ROBLES  
M. M.A. CACERES

Mongolie :  
M. S.H. LKHASHID  
M. S.O. BOLD

Nigéria :  
M. W.O. AKINSANYA  
M. T. AGUIYI-IRONSI

Pakistan :  
M. M. AHMAD  
M. H. AKRAM  
M. T. ALTAF

Pays-Bas :  
M. R.H. FEIN  
M. H. VAGENIAKERS  
M. A.G.B. OOMS

PRESENTS A LA TABLE DU COMITE (suite)

<u>Pérou</u> :	M. P. PAREDES PORTELLA
<u>Pologne</u> :	M. B. SUJKA M. J. CIALOWICZ M. T. STROJWAS
<u>République démocratique allemande</u> :	M. G. HERDER M. K.H. LOLIS M. H. THIELICKE M. M. KAULFUSS M. P. BÜNTIG
<u>Roumanie</u> :	M. T. MELESCANU M. A. SASUV
<u>Royaume-Uni</u> :	M. D.H. SUMMERHAYES Mme J.I. LINK
<u>Sri Lanka</u> :	M. H.M.G.S. PALIHAKKARA
<u>Suède</u> :	M. C. LIDGARD M. L. NORBERG M. J. LUNDIN Mlle G. PUU
<u>Tchécoslovaquie</u> :	M. M. RUSEK <sup>oy</sup> M. J. FRANIK M. J. MORAVIC
<u>Union des Républiques socialistes soviétiques</u> :	M. V.L. ISSRAELYAN M. B.P. PROKOFIEV M. L.A. NAOUHOV M. Y.V. KOSTENKO M. J.M. RIOUKHINE
<u>Venezuela</u> :	M. A.R. TAYLHARDAT M. H. ARTEAGA
<u>Yougoslavie</u> :	M. V. VOIVODIC M. D. BRANKOVIC
<u>Zaïre</u> :	
<u>Secrétaire du Comité du désarmement et Représentant personnel du Secrétaire général</u> :	M. R. JAIPAL
<u>Secrétaire adjoint du Comité</u> :	M. V. BERASATEGUI

M. YU PEIWEN (Chine) (traduit du chinois) : Monsieur le Président, je voudrais faire une brève déclaration sur les garanties de sécurité à donner aux Etats non dotés d'armes nucléaires.

Depuis longtemps, les nombreux Etats non dotés d'armes nucléaires s'efforcent d'écarter la menace nucléaire et d'obtenir des garanties de sécurité. Ces dernières années, par suite de l'accélération de la course aux armements nucléaires et de l'accroissement du danger de guerre nucléaire, c'est d'une manière de plus en plus pressante qu'ils ont demandé l'adoption de mesures efficaces pour assurer leur sécurité. Dans la déclaration finale adoptée à leur récente réunion de New Delhi, les Ministres des affaires étrangères des pays non alignés, après avoir exprimé de graves inquiétudes au sujet de la sécurité des Etats non dotés d'armes nucléaires, ont demandé aux Etats dotés d'armes nucléaires, en termes énergiques, de s'abstenir de toute activité pouvant porter atteinte à la sécurité et au bien-être des Etats non dotés d'armes nucléaires, et de s'engager à garantir ces Etats contre la menace des armes nucléaires et des attaques nucléaires. Je voudrais maintenant exposer mes vues sur les points suivants :

1. Actuellement, il existe des stocks considérables d'armes nucléaires, avec leur pouvoir de destruction massif, et les superpuissances, s'appuyant sur leur force militaire, manifestent des tendances à l'hégémonie, ce qui crée une grave menace pour la paix et la sécurité internationales. Les nombreux Etats non dotés d'armes nucléaires, en particulier, n'ont aucune garantie quant à leur indépendance, leur souveraineté et leur sécurité. C'est pourquoi l'adoption de mesures efficaces donnant des garanties de sécurité aux Etats non dotés d'armes nucléaires est considérée comme une tâche urgente dans le domaine du désarmement.

Tous les Etats dotés d'armes nucléaires doivent fournir des garanties de sécurité aux Etats non dotés d'armes nucléaires. Avant la réalisation du désarmement nucléaire complet, les Etats dotés d'armes nucléaires ont le devoir absolu de garantir les Etats non dotés d'armes nucléaires contre le recours ou la menace du recours aux armes nucléaires, afin que cette menace ne pèse plus sur ces Etats. Ce sont les principales puissances nucléaires qui possèdent les arsenaux nucléaires les plus importants. En fait, elles sont les seules capables de déclencher une guerre nucléaire. C'est donc à elles qu'incombe la principale responsabilité dans l'octroi de garanties aux Etats non dotés d'armes nucléaires contre le recours ou la menace du recours aux armes nucléaires, responsabilité à laquelle elles ne sauraient se soustraire. Nous devons partir de cette idée fondamentale pour examiner la question des garanties de sécurité.

2. Comme les Etats qui ne possèdent pas d'armes nucléaires se trouvent en outre pour la plupart dans une situation telle que leur défense est très inférieure à la moyenne, ils ne sauraient constituer une menace pour les Etats dotés d'armes nucléaires; il n'est donc pas question que ceux-ci leur demandent des garanties de sécurité. En fait, bon nombre des Etats non dotés d'armes nucléaires ont déjà assumé des obligations concrètes dans le cadre d'arrangements internationaux. Il serait injuste et irrationnel d'exiger de ces Etats qu'ils contractent des obligations nouvelles, supplémentaires, en

(M. Yu Peiwen, Chine)

particulier des obligations qui porteraient atteinte à leur droit de légitime défense, essentiel pour le maintien de leur souveraineté et de leur sécurité. Les Etats non dotés d'armes nucléaires sont pleinement justifiés à demander que les Etats dotés de ces armes prennent l'engagement précis, inconditionnel, de ne pas recourir ou menacer de recourir contre eux aux armes nucléaires. Comme l'a souligné M. Vrhunec, Ambassadeur de Yougoslavie, à la séance plénière du Comité du désarmement qui s'est tenue le 19 mars 1981 : "Toute condition, aussi mineure soit-elle, affaiblira et affectera quant au fond les garanties, créant ainsi la possibilité d'utiliser l'arme nucléaire ou de menacer de l'utiliser dans certaines conditions". Puisque la question des garanties de sécurité touche aux intérêts vitaux des Etats non dotés d'armes nucléaires, les Etats dotés de ces armes devraient examiner pleinement ces demandes et ces vœux.

3. L'interdiction complète et la destruction totale des armes nucléaires sont les meilleures garanties que l'on puisse donner aux Etats non dotés d'armes nucléaires. L'octroi de garanties de sécurité négatives ne constitue qu'une mesure provisoire. Si les négociations sur cette mesure transitoire traînent en longueur et qu'il ne soit pas possible de parvenir à un accord, comment les Etats dotés d'armes nucléaires pourront-ils montrer leur bonne foi quant aux garanties de sécurité à donner aux Etats non dotés d'armes nucléaires? Nous devrions faire de notre mieux pour accomplir notre tâche, telle qu'elle est définie dans le rapport de la dernière session du Comité du désarmement, et qui consiste à continuer de rechercher "une approche commune acceptable pour tous qui pourrait figurer dans un instrument international de caractère juridiquement contraignant". Actuellement, le document de travail du Président du Groupe de travail spécial sur les garanties de sécurité nous propose diverses solutions possibles. Nous voudrions prendre part à des discussions sérieuses avec les délégués ici présents afin de trouver une approche commune acceptable pour tous et qui serait conforme aux exigences des Etats non dotés d'armes nucléaires. Nous pensons que tout accord ou arrangement que nous pourrions établir actuellement devrait être essentiellement ou principalement d'une nature telle qu'il puisse, par sa substance et son contenu, constituer véritablement une garantie de sécurité pour les Etats dotés d'armes nucléaires, au lieu d'être un simple document dénué de sens et de portée.

Le Gouvernement chinois a toujours été favorable à l'octroi de garanties de sécurité aux Etats non dotés d'armes nucléaires. Nous estimons qu'il conviendrait de conclure une convention internationale aux termes de laquelle les Etats dotés d'armes nucléaires donneraient des garanties efficaces aux Etats non dotés d'armes nucléaires contre le recours ou la menace du recours aux armes nucléaires. Nous avons réaffirmé à maintes reprises que nous n'utiliserons pas les premiers des armes nucléaires, à aucun moment et en quelque circonstance que ce soit. Conformément à cette position fondamentale, nous nous sommes engagés inconditionnellement à ne pas utiliser ou menacer d'utiliser des armes nucléaires contre des Etats non dotés de ces armes. C'est un engagement que nous avons pris unilatéralement. Compte tenu de cette position, nous voudrions explorer avec d'autres délégations diverses voies afin de hâter la réalisation d'un accord sur un arrangement international efficace donnant des garanties de sécurité aux Etats non dotés d'armes nucléaires.

M. LIDGARD (Suède) (traduit de l'anglais) : Monsieur le Président, comme c'est la première fois que je fais une déclaration officielle au Comité ce mois-ci, je voudrais saisir cette occasion pour vous féliciter non seulement d'avoir accédé à la présidence, mais aussi de votre succès dans l'exercice de vos fonctions. Vous avez fait preuve d'habileté et d'imagination et je suis convaincu qu'on se souviendra du mois de mars comme d'un mois productif et constructif dans l'histoire de ce Comité.

(M. Lidgard, Suède)

Monsieur le Président, avec votre permission je voudrais dire quelques mots à l'intention de votre distingué prédécesseur, M. l'Ambassadeur de la Gorce, (l'orateur poursuit en français), à qui, profitant de cette occasion, je voudrais exprimer notre grande appréciation de la façon avec laquelle il a mené nos travaux pendant le mois de février. Par un heureux mélange d'autorité, d'humour, et d'affabilité, il a réussi à produire parmi nous un maximum d'efficacité et l'optimum d'esprit de coopération.

(L'orateur poursuit en anglais.)

Je voudrais à présent parler de la question retenue pour cette semaine, à savoir celle des armes chimiques.

Dans les observations que j'émettrai aujourd'hui, je montrerai d'une part, la position officielle de la Suède, d'autre part, les pensées et les sentiments que m'inspire mon rôle de Président du Groupe de travail sur les armes chimiques.

L'histoire des négociations sur les armes chimiques qui se poursuivent actuellement au sein de notre Comité est longue, mais elle n'a pas toujours été très glorieuse. Les pays neutres et non alignés avaient pour position commune, initialement partagée par le groupe des Etats socialistes, que l'interdiction des armes biologiques était inséparable de celle des armes chimiques, mais ils ont dû renoncer à s'y maintenir après que les principales puissances militaires sont tombées d'accord, en 1971, sur un traité limité ne concernant que les armes biologiques et qui ne réglait pas d'une manière satisfaisante les problèmes de vérification. Je crois pouvoir dire que les faits ont justifié la position prise à l'époque par les pays neutres et non alignés : la Convention sur les armes biologiques est en effet insuffisante à cet égard.

Il convient de rappeler que, dans cette période, une étape importante avait été franchie, l'Assemblée générale des Nations Unies ayant adopté, le 16 décembre 1969, la résolution 2603 A (XXIV), présentée par les douze pays neutres et non alignés alors membres de la CCD, dans laquelle elle reconnaissait "que le Protocole de Genève incorpore les règles généralement acceptées du droit international interdisant l'utilisation dans les conflits internationaux armés de tous les moyens de guerre biologiques et chimiques, quelle que soit l'évolution technique". L'Assemblée générale poursuivait en déclarant "contraire aux règles généralement acceptées du droit international, telles qu'elles sont énoncées dans le Protocole concernant la prohibition d'emploi à la guerre de gaz asphyxiants, toxiques ou similaires et de moyens bactériologiques, signé à Genève le 17 juin 1925, l'utilisation dans les conflits internationaux armés de : a) tout agent chimique de guerre - substances chimiques, qu'elles soient à l'état gazeux, liquide ou solide - en raison de ses effets toxiques directs sur l'homme, les animaux ou les plantes...".

Les débats relatifs à une convention sur les armes chimiques se sont poursuivis à la CCD après la conclusion de la Convention sur les armes biologiques. Ces débats ont été loin de suivre une ligne droite. A certains moments, les grandes puissances semblaient vouloir limiter le champ d'application d'une convention sur les armes chimiques, afin que ne soient visées que certaines catégories d'agents de guerre chimique. Mais la majorité a fait prévaloir le principe que l'interdiction devait s'appliquer à l'ensemble des armes chimiques. Un certain nombre d'études techniques et scientifiques ont été examinées à la CCD, et le dépôt de quatre projets de convention différents a facilité la discussion.

Nous avons suivi avec attention les négociations bilatérales entre l'Union soviétique et les Etats-Unis, qui ont débuté en 1976 et qui ont été reprises la dernière

(H. Lidgard, Suède)

fois en été 1980, époque à laquelle le Comité a reçu un rapport qui lui est maintenant fort utile pour les négociations qu'il a engagées.

Certes, une convention sur les armes chimiques aurait pu être conclue depuis longtemps. Mais le temps qui s'est écoulé n'a peut-être pas été entièrement perdu. Il faut bien dire qu'au fil des années, on a appris à mieux connaître les problèmes que pose l'élaboration d'une convention interdisant à jamais les armes chimiques. On a mis au point et perfectionné les moyens techniques permettant de vérifier le respect d'une telle convention. En outre, certains moyens de vérification sont devenus plus acceptables, ce qui pourrait faciliter un accord.

On voit maintenant assez bien ce que serait la teneur d'une future convention, tous les principaux éléments en ayant été élucidés. La complexité des problèmes qui se posent est devenue aussi de plus en plus évidente. Les quatre projets de convention qui ont été présentés depuis 1972 montrent les différences d'opinion de leurs auteurs. Ils témoignent aussi d'une évolution : alors qu'on avait autrefois une conception que nous jugerions aujourd'hui simpliste des éléments d'une convention on se rend maintenant beaucoup mieux compte de la multitude et de la complexité technique et politique des problèmes à régler pour qu'une convention sur les armes chimiques soit vraiment globale et fiable, et permette d'atteindre l'objectif de l'abolition à jamais de la guerre chimique.

L'étude des problèmes pertinents, qu'ils soient techniques, juridiques ou autres, s'est trouvée largement facilitée lorsque le Comité du désarmement a décidé l'année dernière de créer un groupe de travail sur les armes chimiques. Ces problèmes ont alors été examinés d'une manière plus ordonnée et plus systématique sous la direction de mon distingué prédécesseur, M. l'Ambassadeur Okawa, du Japon. Les réunions officielles qui ont eu lieu en juin dernier, avec la participation d'un grand nombre d'experts, ont apporté un grand nombre de données utiles aux travaux du Comité.

Naturellement, les négociations bilatérales qui ont débuté en 1976 ont aussi facilité les négociations multilatérales grâce aux deux rapports qui en sont résultés. Nous sommes reconnaissants aux deux parties à ces négociations bilatérales de bien vouloir nous faire part de leurs connaissances et de leurs avis autorisés.

Après le très bon départ qu'avaient pris nos négociations l'année dernière, le travail s'est poursuivi cette année rapidement. En ma qualité de Président du Groupe de travail, je tiens à dire que j'éprouve une vive satisfaction à voir que toutes les parties sont disposées à participer d'une manière active et constructive aux négociations. Les inévitables discussions de procédure ont été réduites au minimum.

Quant aux points de vue des délégations sur le fond du problème, le mandat du groupe de travail n'a pas permis de préciser les points sur lesquels des compromis étaient possibles. Nous nous sommes principalement attaché jusqu'ici à définir les questions et à les examiner. Néanmoins, une grande convergence de vues est apparue au sujet de questions telles que l'interdiction de mettre au point, de fabriquer, de stocker, de transférer et d'acquérir des armes chimiques, l'obligation d'en déclarer la possession, d'en prévoir la destruction, etc. et celle non moins importante de détruire effectivement les stocks et les moyens de fabrication.

Jusqu'ici, deux grandes questions n'ont pas été résolues en ce qui concerne le champ d'application, celle de savoir d'une part ce qu'il faut entendre par capacité de guerre chimique, d'autre part s'il faut inclure la prohibition d'emploi dans la convention.



(M. Lidgard, Suède)

La délégation suédoise - et c'est maintenant en son nom que je parle -, est quelque peu déçue de voir que sa proposition tendant à élargir le champ d'application d'une convention sur les armes chimiques ait suscité certaines réactions négatives. Toutefois, nous avons constaté que les objections et les réserves exprimées jusqu'ici ne concernent en somme que la pratique et la procédure. Pour notre part, en effet, nous n'avons encore entendu aucun argument de fond s'opposant à ceux qui nous ont convaincus de la nécessité de concevoir pour la convention un champ d'application global. Nous sommes absolument conscients des difficultés pratiques que présente le processus de négociation, mais nous estimons qu'elles ne doivent pas faire obstacle aux efforts visant à l'élaboration d'un accord vraiment efficace.

Compte tenu de ces éléments et du fait qu'un certain nombre de délégations sont favorables à notre approche, nous nous sentons encouragés à maintenir celle-ci.

Je saisis cette occasion pour dire que nous nous félicitons des déclarations faites par ceux qui acceptent et comprennent nos arguments. Nous espérons que les futures négociations seront fructueuses et aboutiront à un accord efficace interdisant les armes chimiques et abolissant la capacité de leur utilisation, ce qui est à l'évidence l'objectif de la convention.

L'inclusion de la prohibition d'emploi dans la convention est une question qui doit également recevoir une solution acceptée par tous. On semble s'accorder à penser qu'il ne faut rien faire qui réduise l'importance et le champ d'application du Protocole de Genève de 1925. On doit donc examiner s'il serait possible d'établir une liaison satisfaisante avec le Protocole de Genève soit dans le préambule, soit dans le dispositif de la convention, ou dans un texte qui y serait étroitement lié. Il faudra aussi prévoir des liens adéquats avec la Convention sur les armes biologiques.

Certains points ayant trait au champ d'application nécessitent encore des négociations, par exemple ceux qui concernent les gaz lacrymogènes, les herbicides et les armes chimiques binaires. Différents points de vue ont aussi été exprimés au sujet des dérogations à la convention. Dans certains cas, une disposition particulière pourrait être nécessaire à leur sujet, alors que dans d'autres il suffirait peut-être de ne pas en faire mention dans la convention. La question de savoir si des mesures de protection contre les armes chimiques seraient considérées comme impliquant des dérogations à l'interdiction ou comme nécessitant des autorisations formelles devra être réglée à un stade ultérieur. La notion de capacité de guerre chimique aurait peut-être un rôle à jouer dans la solution de ce problème.

En ce qui concerne la vérification, les rapports sur les négociations bilatérales ne sont malheureusement pas d'une très grande utilité. Toutefois, nous constatons avec satisfaction que les parties à ces négociations semblent avoir accepté l'idée d'une vérification par mise en demeure. On peut aussi affirmer sans crainte que tout le monde est aujourd'hui absolument convaincu de l'importance cruciale d'un système de vérification adéquat. De laborieuses négociations à ce sujet nous attendent, et il y aura peut-être de difficiles décisions politiques à prendre pour aboutir à des solutions mutuellement et généralement acceptables. Toutefois, la bonne volonté qui se manifeste cette année au Comité du désarmement me persuade que les problèmes finiront par être résolus. La délégation suédoise attache une grande importance au rôle que des mesures propres à accroître la confiance joueront à cet égard dès le début de nos négociations.

(M. Lidgard, Suède)

Les problèmes techniques liés à la vérification seront certainement eux aussi encore longs à résoudre. Je veux parler aussi bien des mesures de vérification qui peuvent être nécessaires pour vérifier la destruction des stocks que de celles qui garantiront par la suite le respect de la convention. Le Comité consultatif, qui, très probablement, sera créé aux termes de la convention, aura d'importantes tâches à accomplir à cet égard. Il faudra élaborer avec soin la procédure applicable aux plaintes, afin de faciliter le règlement des problèmes qui se poseront.

Le rapport que le Groupe de travail sur les armes chimiques a présenté l'année dernière, ainsi que les travaux qu'il a menés cette année montrent qu'il existe, sur les questions de fond, une convergence de vues suffisante pour que l'on puisse entreprendre effectivement l'élaboration d'une convention. Comme ma délégation l'a fortement souligné il y a déjà longtemps, ce groupe de travail doit recevoir sans retard le mandat d'exécuter cette tâche de façon appropriée.

Un expert bien connu en matière d'armes chimiques, Julian Perry Robinson, a parlé, l'année dernière, des négociations sur le contrôle des armes chimiques dans un article portant précisément ce titre (Arms Control, vol. 1, mai 1980, numéro 1). Il y déclare que la question d'une convention sur les armes chimiques mérite une attention plus large et plus soutenue que ce n'a été le cas jusque là, notamment en raison des précédents que cela pourrait créer pour des négociations dans d'autres domaines. Premièrement, l'objectif de la négociation auquel souscrivent tous les participants est non pas une simple réduction ou limitation, mais une véritable mesure de désarmement. En acceptant cet objectif, les gouvernements, selon lui, reconnaissent implicitement que, dans certains cas, la limitation des armements peut non seulement s'ajouter, mais aussi se substituer aux moyens militaires en tant qu'élément déterminant de la sécurité. Deuxièmement, poursuit-il, étant donné la nature des armes chimiques, le succès des négociations semble dépendre de l'acceptation générale des inspections sur place comme moyens de vérification. Troisièmement, pour assurer ce succès, il faudrait peut-être aussi admettre que des mesures propres à renforcer la confiance auraient réellement un rôle à jouer dans le régime qu'établirait la convention sur les armes chimiques. L'auteur termine en disant qu'on peut sans exagération considérer que les négociations sur les armes chimiques permettront de voir ce que sera dans l'avenir la limitation des armements.

Même s'il en est parmi vous qui auraient préféré que je m'exprime en d'autres termes, je crois que nous sommes tous d'accord sur le fond. Je n'ai pas besoin de souligner davantage l'importance de notre tâche.

Le PRESIDENT (République démocratique allemande) (traduit de l'anglais) : Je remercie le représentant de la Suède, M. l'ambassadeur Lidgard, de sa déclaration et des aimables paroles qu'il a eues à mon égard à l'occasion de mon accession à la présidence pour le mois de mars.

M. VENKATESWARAN (Inde) (traduit de l'anglais) : Monsieur le Président, puisque c'est la première fois que je prends la parole après votre accession à la présidence du Comité du désarmement, je voudrais tout de suite vous faire part de mes sincères félicitations et de mes sentiments d'admiration pour vos qualités intellectuelles et humaines, et vous assurer de l'entière coopération de ma délégation. Nous avons pleinement confiance dans votre grande maîtrise à la barre.

(M. Venkateswaran, Inde)

Dans mon intervention d'aujourd'hui, j'exposerai des considérations générales. Je parlerai de certains des points les plus saillants du désarmement nucléaire et de la sécurité des Etats non dotés d'armes nucléaires. Je présenterai également les observations de ma délégation au sujet du programme global de désarmement.

Au sein de notre Comité, nous avons eu un débat intéressant sur la question des garanties efficaces à donner aux Etats non dotés d'armes nucléaires contre le recours ou la menace du recours aux armes nucléaires. Pour quelle raison les Etats non dotés d'armes nucléaires sentent-ils le besoin de ces garanties? Avant tout parce que les armes nucléaires ont introduit un fait entièrement nouveau dans la technologie de la guerre. La nature et la puissance destructrice même d'une seule ogive nucléaire dépassent de loin celles de toute arme classique connue. Deuxièmement, l'effet destructeur des armes nucléaires atteindrait non seulement les Etats directement engagés dans un conflit, mais aussi d'autres qui n'y seraient pas engagés du tout. Cela veut dire que l'effet des armes nucléaires ne connaîtrait aucune frontière nationale, aucune limite tracée entre des systèmes d'alliance concurrents. Troisièmement, nous vivons sur une planète où tout est interdépendant et qui se rétrécit de plus en plus; la destruction massive causée par l'utilisation des armes nucléaires dans n'importe quelle région aurait des effets incalculables sur le reste du monde en perturbant l'ordre économique, social et politique qui lie ensemble tous les pays. Les Etats dotés d'armes nucléaires et leurs alliés nous rappellent constamment leurs intérêts vitaux de sécurité et le rôle qu'ils attribuent aux armes nucléaires pour la protection de ces intérêts. Quel que soit le degré de sécurité qu'ils croient devoir s'assurer, ils devraient se demander lorsqu'ils font des armes nucléaires un instrument permanent de leur politique nationale et qu'ils adoptent telle ou telle doctrine concernant l'emploi de ces armes, s'ils ne mettent pas en péril d'une manière flagrante les intérêts vitaux de sécurité des Etats non dotés d'armes nucléaires? Comme l'a indiqué récemment un document présenté par M. W. K. H. Panofsky au colloque sur la science et le désarmement qui s'est tenu à Paris en janvier de cette année : "... une fois déclenchée une guerre nucléaire, quels que soient le pays qui la provoque, la doctrine qu'il applique, le théâtre d'opérations qu'il choisit, les objectifs stratégiques ou tactiques qu'il se fixe, il en résultera des pertes considérables en vies et en biens, qui auront des effets incalculables sur l'avenir de l'humanité. Les prévisions de la science concernant les effets que peut avoir l'emploi à grande échelle des armes nucléaires sur de vastes secteurs de la population mondiale sont tout à fait incertaines".

La question qui se pose est donc au fond très simple : existe-t-il un principe reconnu de droit international ou des normes admises de comportement international, qui permettraient à un pays de défendre ses intérêts de sécurité en portant atteinte à la sécurité d'Etats tiers qui ne seraient ni politiquement ni militairement concernés en l'espèce? La réponse est évidemment : non.

Comment les Etats non dotés d'armes nucléaires doivent-ils réagir à cette situation? On fait valoir que l'équilibre actuel de la terreur nucléaire et les conditions particulières de la sécurité en Europe, où les armes nucléaires auraient pour fonction de maintenir la paix, sont le résultat de nombreux facteurs historiques. On dit d'autre part que la même théorie concernant la dissuasion et la compensation par les armes nucléaires d'une infériorité perçue des forces classiques ne pourrait pas s'appliquer ailleurs, principalement parce que l'acquisition des armes nucléaires par un Etat entraînerait une insécurité pour ses voisins et une menace pour la paix

(M. Venkateswaran, Inde)

et la sécurité internationales. Or, l'Europe n'existe pas sur une autre planète. Nous autres, en Asie, en Afrique ou en Amérique latine, nous sommes tous les voisins de l'Europe. Nous le sommes encore plus depuis que l'ère des missiles nucléaires intercontinentaux nous en a rapprochés au point que nous ne formons avec elle qu'une seule communauté à bien des égards. Nous vivons tous dans des régions qui se trouvent à proximité d'Etats dotés d'armes nucléaires et, depuis quelques années, nous voyons s'accroître la portée des armes dont disposent les principales puissances nucléaires au point qu'elles peuvent atteindre des zones situées bien au-delà de leurs rivages. Ce qui se passe actuellement dans la région de l'océan Indien en est un exemple. Nous ne devons pas oublier que nous vivons tous dans un même monde, que nous partageons tous le même destin. Je pourrais ajouter que nous portons tous sur nos épaules la même responsabilité, celle d'assurer la survie et le progrès de la race humaine.

Si cette partie de poker n'était jouée qu'avec des canons, ceux d'entre nous qui en suivraient de loin le déroulement seraient peut-être simplement les témoins d'un double suicide. Mais ce ne sont pas des canons qui seront utilisés dans ce jeu insensé, ce sont des armes capables d'anéantir le globe terrestre tout entier.

Il est absolument légitime et compréhensible que, dans un monde menacé par une catastrophe nucléaire, les Etats non dotés d'armes nucléaires cherchent à se protéger contre le recours ou la menace du recours aux armes nucléaires. Certains de ces Etats ont accepté que des régions entières du monde soient déclarées zones exemptes d'armes nucléaires contre lesquelles les Etats dotés d'armes nucléaires se sont engagés à ne pas avoir recours aux armes nucléaires. Une zone exempte d'armes nucléaires existe déjà en Amérique latine. D'autres Etats ont proposé le concept des garanties de sécurité négatives. Ce concept est fondé sur le principe que, tant qu'il y aura des armes nucléaires, les Etats qui n'en possèdent pas auront le droit de demander aux Etats dotés d'armes nucléaires de les garantir contre le recours ou de la menace du recours aux armes nucléaires. Nous ne contestons pas le droit de tout Etat ou groupe d'Etats de rechercher la sécurité par ce moyen. Mais nous considérons que l'utilisation des armes nucléaires, où que ce soit, aurait des effets dans le monde entier. Toute guerre dans laquelle on emploierait des armes nucléaires ne pourrait pas être limitée, par sa nature même, aux frontières nationales ou régionales. Même si certaines régions du monde n'étaient pas directement atteintes par les armes nucléaires, les effets d'une guerre nucléaire à laquelle participeraient les grandes puissances et les pays industrialisés du Nord seraient incalculables en raison des retombées nucléaires, des perturbations massives et mondiales qu'elle provoquerait dans l'ordre économique et social, des modifications écologiques et des troubles génétiques qu'elle entraînerait. Dans ces conditions, un pays ou une région n'aurait qu'un faible avantage à n'avoir pas été directement l'objet d'une attaque nucléaire. La sécurité des Etats qui feraient partie d'une zone exempte d'armes nucléaires ou qui bénéficieraient de garanties contre le recours aux armes nucléaires seraient néanmoins gravement compromise. C'est la raison pour laquelle mon gouvernement a toujours soutenu le principe que la seule garantie crédible et efficace contre le recours aux armes nucléaires était la réalisation du désarmement nucléaire. Toutefois, reconnaissant que cette réalisation pose un problème complexe, nous avons proposé à titre de première mesure la conclusion d'une convention interdisant le recours ou la menace du recours aux armes nucléaires, sur le modèle du Protocole de Genève de 1925. Cette proposition a été approuvée par les Ministres des affaires étrangères des pays non alignés qui se sont réunis à New Delhi le mois dernier, et nous avons bon espoir que le Comité du désarmement pourra la prendre en considération.

(M. Venkateswaran, Inde)

A cet égard, ma délégation a noté avec satisfaction qu'au moins un Etat doté d'armes nucléaires, la Chine, s'est montré favorable à cette proposition et a recommandé que l'examen en soit poursuivi. Dans sa déclaration du 10 mars 1981, le représentant de la Chine a dit ce qui suit :

"L'objectif du désarmement nucléaire doit être l'interdiction complète et la destruction totale des armes nucléaires. En attendant la réalisation de ce noble objectif, des mesures partielles sont évidemment nécessaires. Il convient de noter ici que la simple cessation des essais, de la mise au point et de la fabrication d'armes nucléaires ne peut que freiner la progression quantitative et qualitative de ces armes, mais ne suffit pas à supprimer le danger d'une guerre nucléaire, car elle laisserait subsister les graves menaces que représentent les énormes arsenaux nucléaires des superpuissances. C'est pourquoi un certain nombre de pays, petits et moyens, ont demandé d'interdire le recours aux armes nucléaires en attendant le désarmement nucléaire. C'est là une demande raisonnable qui, à notre sens, mérite de retenir toute notre attention lors de l'examen du problème de la cessation de la course aux armements nucléaires."

Cette déclaration, venant après le vote de la Chine en faveur de la résolution 35/152 D intitulée "Non-recours aux armes nucléaires et prévention de la guerre nucléaire", que l'Assemblée générale des Nations Unies a adoptée à sa trente-cinquième session, est un fait nouveau, utile et constructif. Nous adressons un appel à tous les autres Etats dotés d'armes nucléaires pour qu'ils coopèrent avec le reste de la communauté mondiale à la négociation d'une convention interdisant le recours aux armes nucléaires.

En ce qui concerne le programme global de désarmement, les vues de mon pays sont bien connues. Nous sommes en faveur d'un programme où se manifesteraient non seulement l'intention des Etats de parvenir à un désarmement général et complet sous un contrôle international efficace, mais aussi leur volonté politique réelle de mettre en oeuvre toutes ses dispositions. Ce document devrait être, non pas une nouvelle énumération d'objectifs souhaitables, mais l'attestation de l'engagement pris par les Etats d'atteindre ces objectifs. Il est donc essentiel que ce programme comporte pour son exécution un calendrier réaliste. Il est inutile de fixer strictement des dates, mais ne pas en fixer du tout, pas même à titre individuel, ce serait avouer que la volonté politique manque pour la mise en oeuvre du programme. Il conviendrait de rappeler que, dans le Document final de la première session extraordinaire sur le désarmement, il est dit que le Programme d'action énumère les mesures spécifiques dont l'application devrait se faire "au cours des prochaines années" (par. 44). Comment pourrions-nous aujourd'hui revenir sur ce que dit ce document adopté par consensus et rejeter comme non réaliste le concept d'un calendrier ? Ce serait un recul par rapport au consensus réalisé lors de la première session extraordinaire.

Plusieurs délégations ont prétendu que, à une époque où l'environnement international est constamment mouvant, le progrès des mesures de désarmement ne peut être prévu, et encore moins artificiellement échelonné dans le temps. Plusieurs fois notre délégation a fait remarquer que, si l'environnement international influe sur les négociations de désarmement, l'absence de désarmement ou l'échec de ces négociations influencerait également sur le climat international. Tout progrès vers le désarmement peut évidemment avoir un heureux effet sur les relations internationales, tout comme un climat de confiance entre les Etats peut hâter la réalisation du désarmement. Prendre prétexte de l'aggravation de la tension internationale pour

(M. Venkateswaran, Inde)

retarder le désarmement, ce serait montrer que la volonté politique de réaliser un véritable désarmement fait défaut.

Qu'est donc cet "environnement international" dont on dit si souvent qu'il conditionne la réalisation du désarmement ? Résulte-t-il simplement de l'évolution en zigzag des relations entre les grandes puissances ? S'agit-il simplement de l'état des relations qui existent à un moment donné entre les Etats dotés d'armes nucléaires et leurs alliés ? Qu'en est-il dans le reste du monde ? Les autres pays du monde et leurs relations mutuelles ne font-ils pas également partie de "l'environnement international" ? Le succès de la récente conférence ministérielle des pays non alignés qui s'est tenue à New Delhi est un exemple de la façon dont la majorité des pays d'Asie, d'Afrique, d'Amérique latine et de l'Europe elle-même ont pu, malgré leurs désaccords, s'unir pour la défense de l'intérêt général. Dans toute l'histoire du Mouvement, les pays non alignés ont su se placer au-dessus de leur souci de sécurité et de leurs intérêts politiques particuliers pour défendre la cause de la paix et de la sécurité internationales. Ne constituent-ils pas une partie, et peut-être la plus importante, de "l'environnement international" ? Par conséquent, s'il est vrai de dire que le climat international influe sur les négociations de désarmement, ce n'est pas une raison pour qu'on devienne l'otage de l'évolution capricieuse des relations qui existent entre les grandes puissances et leurs alliés. Un programme vraiment global et général de désarmement doit aussi tenir compte de l'autre "environnement international" que les nombreux pays non alignés ont créé et cherchent à renforcer et qui s'est montré stable et prévisible.

Il nous paraît également évident que tout programme global de désarmement doit comprendre comme premier point prioritaire la prévention de la guerre nucléaire et la réalisation du désarmement nucléaire. Les armes de destruction massive, telles que des armes nucléaires, ne peuvent en aucune façon être mises sur le même plan que les armes classiques. Nous ne saurions admettre que le désarmement nucléaire et le désarmement classique aillent de pair, que la réduction des armements nucléaires puisse en quelque manière être liée à une réduction parallèle des armements classiques. Nous ne sommes pas contre le désarmement classique. Nous nous féliciterions d'une réduction des forces et des armements classiques. Mais nous n'acceptons pas que cette réduction soit liée à celle des armements nucléaires. Maintes fois nous avons fait valoir que les armes nucléaires sont des armes de destruction globale, des armes de massacre. Leur emploi marquerait probablement la fin de la civilisation. Comment peut-on prétendre que leur élimination doive dépendre d'une réduction des armements classiques ? Pour ma délégation, un programme global de désarmement qui ne donnerait pas la priorité absolue au désarmement nucléaire et qui ne comprendrait pas des mesures crédibles et immédiates pour prévenir la guerre nucléaire est à écarter, car il ne servirait pas la cause de la sécurité collective de toutes les nations du monde.

Dans ce contexte, ma délégation voit avec une vive inquiétude que l'on envisage de reléguer le désarmement nucléaire dans la dernière partie du programme et de le lier à la réalisation du désarmement classique. On a même suggéré, mais implicitement, de considérer le désarmement nucléaire comme devant être achevé simultanément avec le désarmement classique ou le désarmement général et complet. Nous rejetons cette approche qui tend, selon nous, à inverser la priorité des mesures de désarmement déjà acceptées par la communauté internationale et si clairement exposées dans le Document final de la première session extraordinaire consacrée au désarmement.

(M. Venkateswaran, Inde)

Ma dernière observation concerne les mesures de désarmement régional. Ces mesures peuvent être utiles dans certains cas, mais leur valeur ne doit pas être exagérée. Nous vivons sur une planète qui se rétrécit de plus en plus. Ce qui arrive dans une partie du monde a des répercussions dans une autre partie. Des conflits régionaux sont exacerbés par les ambitions des grandes puissances et leur désir d'étendre leur influence et leur contrôle. Il ne serait pas réaliste de concentrer son attention sur certaines régions du monde sans tenir dûment compte de la situation mondiale. Les mesures de désarmement régional doivent donc avant tout avoir pour objet l'élimination de la présence militaire et de l'ingérence des puissances étrangères, notamment des grandes puissances, dans des régions éloignées de leurs rivages. Ce n'est que dans un environnement exempt d'ingérence extérieure que les Etats d'une région peuvent organiser un système de sécurité répondant à leurs préoccupations communes.

Nous exprimons l'espoir que, sous l'habile direction de son distingué Président, M. l'Ambassadeur Garcia Robles, le Groupe de travail spécial sur un programme global de désarmement sera en mesure d'élaborer un texte mutuellement acceptable qui traduira fidèlement les préoccupations et les aspirations de la communauté internationale tout entière. Tout en adhérant fermement à nos principes, nous sommes prêts à contribuer de notre mieux, avec souplesse, à la réalisation d'un consensus sur cette importante question.

Le PRESIDENT (République démocratique allemande) (traduit de l'anglais) : Je remercie le représentant de l'Inde, M. l'Ambassadeur Venkateswaran, de sa déclaration et des aimables paroles qu'il m'a adressées en ma qualité de Président du Comité.

M. AHMAD (Pakistan) (traduit de l'anglais) : Monsieur le Président, j'ai demandé la parole ce matin pour formuler de brèves observations au sujet de certaines des déclarations intéressantes que nous avons entendues au cours du débat concernant les arrangements internationaux efficaces pour garantir les Etats non dotés d'armes nucléaires contre le recours ou la menace du recours aux armes nucléaires.

La délégation pakistanaise se félicite qu'ait été réaffirmé dans presque toutes les déclarations le principe que les Etats non dotés d'armes nucléaires ont le droit d'être garantis contre le recours ou la menace du recours aux armes nucléaires, et que le Comité du désarmement doit poursuivre ses efforts pour parvenir à un accord à ce sujet.

L'approche générale à laquelle le Pakistan est favorable est celle qui est énoncée dans la déclaration des pays non alignés adoptée à New Delhi il y a quelques semaines, et qui a été citée in extenso par le distingué représentant de la Yougoslavie. Nous partageons l'avis des délégations qui, comme celles du Brésil et de la Yougoslavie, ont estimé que les garanties de sécurité devaient être étroitement liées au désarmement nucléaire, qui est la meilleure garantie contre la menace nucléaire. Le projet de convention internationale présenté par le Pakistan dans le document CD/10 contient une disposition demandant que les Etats dotés d'armes nucléaires s'engagent à réaliser le désarmement nucléaire.

Nous considérons, comme le distingué Ambassadeur du Nigéria, que le Groupe de travail spécial devrait, au cours de cette session, s'efforcer de parvenir à un accord sur une approche commune qui pourrait figurer dans un instrument international juridiquement contraignant. Dans le document de travail CD/161, ma délégation envisage cinq possibilités à examiner dans la recherche d'une approche ou d'une formule commune.

(II. Ahmad, Pakistan)

Après cet examen, nous pourrions, comme l'a suggéré la Bulgarie, concentrer nos efforts sur la solution la plus prometteuse. Cela ne veut pas dire que le Pakistan soit disposé à accepter toute solution susceptible d'être agréée. Le résultat de nos négociations devra être jugé à la manière dont il garantira ou non d'une façon efficace et crédible les Etats non dotés d'armes nucléaires contre le recours ou la menace du recours aux armes nucléaires.

A cet égard, je dois avouer que ma délégation a été quelque peu étonnée quand elle a entendu le distingué Ambassadeur de Bulgarie suggérer au Comité d' "explorer les similitudes qui existent" dans l' "approche générale" des divers Etats sur cette question. Il me semble que maintenant nous savons bien tous ce qu'est l' "approche générale" des uns et des autres en ce qui concerne les garanties de sécurité. Naturellement, la détermination des similitudes et des différences que présentent les déclarations unilatérales des Etats dotés d'armes nucléaires et d'autres propositions fait partie intégrante de la recherche d'une formule ou d'une approche commune. Nous nous sommes donc ralliés à cette manière d'inaugurer cette année les débats de fond du Groupe de travail spécial.

La délégation nourrit aussi quelques doutes au sujet de l'idée de demander aux Etats dotés d'armes nucléaires de faire des déclarations unilatérales identiques ou similaires quant au fond. A notre avis, les déclarations unilatérales relèvent de la prérogative de chaque Etat et ne sont normalement pas négociées avant d'être publiées. Si le Comité pouvait recommander des déclarations identiques ou similaires aux Etats dotés d'armes nucléaires, et si ces derniers pouvaient les accepter, il serait certainement possible aussi de négocier au sein du Comité une formule commune à faire figurer dans un instrument international de caractère juridiquement contraignant. Nous considérerions cette proposition comme encore moins séduisante si les déclarations unilatérales ainsi envisagées soumettaient à des conditions et à des limitations la seule déclaration existante qui soit catégorique et inconditionnelle.

Dans ce contexte, il faut reconnaître qu'une évaluation subjective de chacune des déclarations unilatérales faites par les Etats dotés d'armes nucléaires n'est peut-être pas la meilleure façon de parvenir à une approche commune. Comme le représentant du Brésil l'a dit, nous pouvons tous être d'accord pour considérer qu'en faisant une telle déclaration l'Etat doté d'armes nucléaires se préoccupe davantage de sa sécurité que de celle des Etats non dotés d'armes nucléaires.

Je voudrais formuler quelques observations au sujet de trois questions importantes qui ont été soulevées au cours du débat sur le fond ou à la forme des garanties à donner aux Etats non dotés d'armes nucléaires. Tout d'abord, le Pakistan estime, comme la Yougoslavie et d'autres Etats non dotés d'armes nucléaires que les garanties à prévoir devraient être inconditionnelles et de caractère juridiquement contraignant. Toutefois, nous sommes disposés à tenir compte du souci légitime de sécurité des Etats dotés d'armes nucléaires, à condition que cela ne compromette pas l'efficacité et la crédibilité des garanties qu'il leur est demandé de donner aux Etats non dotés d'armes nucléaires. La délégation pense que le Groupe de travail doit examiner si les conditions et les limitations énoncées dans les déclarations unilatérales des quatre Etats dotés d'armes nucléaires sont d'un caractère à ce point fondamental qu'elles doivent faire partie intégrante des dispositions d'un instrument international et s'il ne serait pas possible de les exprimer d'une autre manière. Les déclarations unilatérales établissent :



(M. Ahmad, Pakistan)

deux sortes de limitations : premièrement, celles qui ont trait au statut d'Etat non doté d'armes nucléaires et, deuxièmement, celles qui concernent les circonstances dans lesquelles l'emploi des armes nucléaires est envisagé contre des Etats qui n'en sont pas dotés. Pour ce qui est de la première condition, certains Etats ont fait valoir que, pour pouvoir bénéficier de garanties de sécurité, les pays non nucléaires doivent s'engager de façon réciproque à ne pas acquérir ou mettre au point des armes nucléaires car, comme le distingué représentant du Royaume-Uni l'a dit, ces garanties ne seraient données qu'aux pays établissant clairement leur statut d'Etats non dotés d'armes nucléaires.

Il s'agit là d'une question fondamentale qui doit être examinée sous son vrai jour. Tout d'abord, j'indique que le Pakistan n'est pas opposé à ce que les Etats non dotés d'armes nucléaires prennent l'engagement, sur le plan international, de ne pas acquérir ou mettre au point des armes nucléaires, sous réserve que cet engagement soit universel et non discriminatoire. En ce qui concerne le Traité sur la non-prolifération, certains membres du Comité le considèrent comme foncièrement défectueux et en soi discriminatoire. Je juge inutile d'ajouter quoi que ce soit à cette appréciation. Une autre option, non discriminatoire, consiste à créer des zones exemptes d'armes nucléaires en diverses régions. Mais, la difficulté à cet égard c'est qu'un seul Etat de la région peut, par son opposition en empêcher la création. Le Pakistan demeure disposé à explorer toute autre voie qui pourrait aboutir à un nouveau consensus international sur la non-prolifération nucléaire tel que l'envisage le Document final de la première session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement.

D'autre part, nous sommes opposés, par principe, à ce qu'on transforme en un nouvel instrument de non-prolifération les garanties que demandent légitimement les Etats non dotés d'armes nucléaires contre la menace des armes nucléaires. Il y a lieu de rappeler ici ce qu'a déclaré le représentant de l'Inde lors de l'adoption par le Conseil de sécurité, en 1968, de sa résolution 255 :

"Toutes les garanties de sécurité que peuvent offrir les Etats dotés d'armes nucléaires ne sauraient ni ne devraient être considérées comme la contrepartie de la signature du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires ... La garantie de sécurité donnée aux Etats non dotés d'armes nucléaires représente une obligation pour les Etats qui en sont dotés, et non pas quelque chose qu'ils pourraient ou devraient offrir en échange de la signature d'un traité de non-prolifération par les Etats non dotés d'armes nucléaires."

Une opinion analogue a été exprimée ces jours-ci devant le Comité par le distingué représentant du Brésil, lorsqu'il a déclaré que la caractérisation d'un pays comme Etat non doté d'armes nucléaires "doit découler de la situation de fait et ne doit imposer à l'Etat non doté d'armes nucléaires aucune autre obligation, pour qu'il puisse bénéficier des garanties, par exemple, la participation à d'autres instruments internationaux spécifiques." Il a poursuivi en disant que l'obligation de ne pas recourir et de ne pas menacer de recourir aux armes nucléaires contre des Etats qui n'en sont pas dotés découle simplement et directement de l'existence d'armements nucléaires et de leur possession par une poignée d'Etats. La délégation partage cette opinion et fait sienne l'affirmation qu'il ne devrait pas être demandé aux Etats non dotés d'armes nucléaires d'accepter de nouvelles obligations simplement en échange d'un engagement pris par les puissances nucléaires de ne pas commettre un acte, à savoir le recours aux armes nucléaires, qui a été décrit par l'Organisation des Nations Unies comme un "crime contre l'humanité".

(M. Ahmad, Pakistan)

Naturellement, nous reconnaissons que le Nigéria et d'autres Etats d'Afrique peuvent légitimement s'inquiéter des ambitions nucléaires de l'Afrique du Sud. Mais c'est un fait que cette inquiétude vient non seulement de la crainte de voir un jour Pretoria disposer d'armes nucléaires, mais aussi de l'agressivité inhérente à l'entité sud-africaine. Ma délégation estime que l'Afrique du Sud et Israël doivent être considérés comme des cas exceptionnels d'Etats qui se sont placés hors la loi internationale par leurs politiques et leurs actions agressives. A notre avis, c'est le Conseil de sécurité et les autres organismes internationaux chargés de préserver la paix et la sécurité internationales qui sont les plus aptes à faire face au danger que présente la possession par ces Etats d'armes nucléaires. Le Pakistan continuera d'appuyer ces mesures à l'Organisation des Nations Unies.

Toutefois, nous pensons qu'aux fins de l'instrument international relatif aux garanties de sécurité, le statut d'Etats non dotés d'armes nucléaires des pays non nucléaires a été établi dans le Traité sur la non-prolifération. Le TNP ne reconnaît que cinq Etats dotés d'armes nucléaires. Ma délégation estime qu'il serait contraire au but recherché de reconnaître en ce moment, même de facto, les aspirations de certains Etats à une place dans le club nucléaire.

La deuxième catégorie de restrictions est, bien entendu, le noeud du problème de l'élaboration d'une solution ou d'une approche commune de la question des garanties de sécurité. Je ne discuterai pas le point de savoir si l'exception au principe de non-recours contenu dans les déclarations unilatérales constitue une "clause de légitime défense" ou si elle dénote simplement, de la part de l'Etat concerné, une conception étroite de ses intérêts nationaux, bien que je penche pour cette dernière façon de voir. Si on laisse de côté, pour le moment, la déclaration de la France, qui présente des caractéristiques uniques, les autres déclarations prévoient deux sortes différentes d'exceptions. Les déclarations unilatérales des Etats-Unis et du Royaume-Uni réserveraient le droit d'utiliser des armes nucléaires contre les Etats non dotés d'armes nucléaires qui attaqueraient ces puissances, leurs alliés ou leurs forces, en s'alliant ou en s'associant à un Etat doté d'armes nucléaires. Nous avons souligné précédemment l'ambiguïté du vocable d'"association" avec un Etat doté d'armes nucléaires. Cette condition souffre aussi du défaut de subjectivité qui a été mentionné par le représentant de la Bulgarie. Le représentant du Royaume-Uni ne l'a pas nié. En même temps, nous avons pris acte du point important qu'a fait valoir le représentant du Royaume-Uni, à savoir que la déclaration unilatérale de ce pays n'exclut ipso facto aucun Etat non doté d'armes nucléaires et que cette restriction ne vaut que dans des circonstances exceptionnelles. Lorsqu'on examine cette restriction, on est amené à la conclusion que ce dont il est question ici n'est pas tant une attaque par un Etat non nucléaire bénéficiant de l'appui d'une puissance nucléaire, qu'une attaque qui, dans les circonstances internationales actuelles, serait lancée par un Etat doté d'armes nucléaires de concert avec un ou plusieurs Etats non dotés de telles armes. Ainsi formulée, cette restriction serait très semblable à celle qu'a énoncée en 1968 le Président de l'Union soviétique lorsqu'il a déclaré "que seules des circonstances extraordinaires, seule une agression contre notre pays ou ses alliés par une autre puissance nucléaire, nous obligerait à recourir à ce moyen extrême de légitime défense."

Les restrictions contenues dans la déclaration de l'Union soviétique excluraient les Etats non dotés d'armes nucléaires sur le territoire desquels sont implantées des armes nucléaires. Le distingué représentant de la Bulgarie a formulé cette

(M. Ahmad, Pakistan)

condition de façon légèrement différente lorsqu'il a déclaré que seuls devraient être exclus les pays non nucléaires d'où peut partir une attaque nucléaire. A première vue, cet argument a du poids. Toutefois, il convient de tenir compte de ce que les armes nucléaires qui se trouvent sur le territoire de certains Etats non dotés d'armes nucléaires demeurent sous le contrôle de l'Etat doté d'armes nucléaire concerné, et que la décision d'utiliser ces armes serait prise par ce dernier et non par les Etats en question. Dans ces conditions, on peut se demander si la formulation des restrictions contenues dans la déclaration soviétique est vraiment le meilleur moyen d'exprimer la préoccupation qu'une attaque nucléaire peut être lancée à partir du territoire d'un Etat non doté d'armes nucléaires. Etant donné que l'objet de représailles nucléaires ne serait pas simplement de punir l'Etat qui est à l'origine de l'attaque, mais de prévenir la possibilité d'une attaque, la différence entre la défense et l'attaque devient imprécise. A notre avis, le souci qui apparaît dans la déclaration soviétique est mieux exprimé dans la déclaration du Président Brejnev que j'ai mentionnée précédemment et qui reflète, quant au fond, des préoccupations similaires à celles des Etats-Unis et du Royaume-Uni.

Monsieur le Président, les clauses dites de légitime défense qui figurent dans les déclarations des Etats-Unis, du Royaume-Uni et de l'Union soviétique appellent deux observations d'ordre général. Premièrement, les restrictions contenues dans les déclarations des Etats-Unis et du Royaume-Uni et dans la déclaration soviétique relèvent de considérations stratégiques qui concernent l'Europe centrale. Ces considérations stratégiques ne devraient pas être élevées au rang de prescriptions générales dans la formule commune à inclure dans un instrument international. Deuxièmement, ces considérations stratégiques n'affaiblissent pas le principe général selon lequel les Etats non dotés d'armes nucléaires sont en droit de recevoir des garanties contre le recours ou la menace du recours aux armes nucléaires.

Dans ces conditions, nous pensons qu'il est possible de parvenir à un accord sur une formule dont la disposition centrale serait l'engagement pris par les Etats dotés d'armes nucléaires de ne pas recourir ou menacer de recourir aux armes nucléaires contre les Etats qui n'en sont pas dotés. Les préoccupations de sécurité des Etats dotés d'armes nucléaires concernant la situation particulière en Europe pourraient faire l'objet d'un additif à ce principe général. Plusieurs des solutions de rechange dégagées dans le document de travail présenté par le Pakistan permettraient d'élaborer une formule commune allant dans ce sens, et qui pourrait être incluse dans un instrument international de caractère juridiquement contraignant.

M. DARUSMAN (Indonésie) (traduit de l'anglais) : Monsieur le Président, à présent que les travaux du Groupe de travail spécial sur les armes chimiques placé sous la présidence de M. l'Ambassadeur Curt Lidgard progressent, j'aimerais saisir cette occasion pour exposer la position générale de ma délégation sur certaines questions pertinentes en la matière.

Bien que l'expression "armes chimiques" n'ait été utilisée qu'après la seconde guerre mondiale, les effets destructeurs qu'exercent sur la nature et les êtres humains divers agents que l'on pourrait considérer comme appartenant à la catégorie des "armes chimiques" et dont l'utilisation devrait être interdite, préoccupent la communauté internationale depuis plus d'un siècle. L'expression "poison ou armes empoisonnées" a été utilisée dans la Déclaration de Bruxelles de 1874 et l'expression "gaz asphyxiants ou délétères" l'a été dans la première Déclaration de La Haye de 1899; entre les deux guerres mondiales les expressions "gaz asphyxiants, toxiques ou similaires" et "tous liquides, matières ou procédés analogues" ont été employées dans le préambule du Protocole de Genève de 1925.

## (II. Darusman, Indonésie)

Maintenant que nous rédigeons une convention sur l'interdiction d'un type d'armes appelé "armes chimiques", nous devrions naturellement nous mettre d'accord sur la signification exacte de cette expression. Comme je viens de le dire, les instruments internationaux d'avant la guerre ne se servaient pas de l'expression "armes chimiques" et les agents interdits par ces instruments n'étaient pas définis comme telles ("armes chimiques"). Plusieurs délégations, y compris la mienne, ont fait au cours de la session de 1980 du Comité, un certain nombre de suggestions (CD/124) qui pourraient être utiles pour le groupe de travail intéressé. Nous sommes conscients, cependant, que l'élaboration d'une définition pour un élément particulier dans une convention est toujours une tâche délicate.

En ce qui concerne l'objet de la convention envisagée, ma délégation estime qu'elle ne devrait pas se borner à interdire la mise au point, la fabrication et le stockage des armes chimiques, mais aussi prévoir une interdiction d'utiliser de telles armes. Une nouvelle convention interdisant l'utilisation des armes chimiques non seulement compléterait le Protocole de Genève de 1925, mais elle le renforcerait. Les armes chimiques que définirait la nouvelle convention pourraient ne pas comprendre uniquement les gaz, liquides, matières ou procédés mentionnés dans le Protocole. Elle pourrait englober également d'autres agents de guerre. En outre, comme l'a dit ma délégation à la réunion du groupe de travail le 5 mars, l'existence de plus d'un instrument international contenant un certain nombre de dispositions identiques n'est pas une chose inhabituelle. A titre d'exemples, la délégation indonésienne a cité la Convention de Bruxelles de 1910, la Convention de Genève de 1958 sur la haute mer et le projet de convention de Caracas sur le droit de la mer, qui contiennent tous des dispositions imposant aux capitaines de navires l'obligation de prêter assistance aux personnes en mer dont la vie est en danger. Si la définition des "armes chimiques" dans la nouvelle convention appelée à être négociée au Groupe de travail spécial devait viser des agents ou substances autres que ceux qui sont interdits par le Protocole de 1925, les Etats parties au Protocole de 1925 auraient la latitude d'utiliser ces agents ou substances à des fins non pacifiques, tout en respectant légalement les dispositions du Protocole. Ma délégation recommande donc que la nouvelle convention vise à interdire non seulement la mise au point, la fabrication et le stockage des armes chimiques, mais également leur utilisation.

Une des lacunes du Protocole de 1925 est l'absence d'un mécanisme de vérification pour veiller à ce que les dispositions de l'instrument soient respectées par les parties à celui-ci.

Ainsi qu'il est dit dans le document de travail CD/124 présenté par l'Indonésie, nous appuyons l'idée d'avoir, pour la nouvelle convention, un système international en plus du système national de vérification pour toutes les activités interdites, à savoir la mise au point, la fabrication, le stockage et l'utilisation des armes chimiques. Pour ce qui est de l'aspect international du système de vérification, plusieurs mécanismes ont été proposés. Ma délégation continuera de coopérer avec les autres délégations pour essayer d'aboutir à un mécanisme convenu.

Tels sont quelques-uns des aspects de la question de l'interdiction des armes chimiques dont j'avais l'intention de traiter d'une façon brève et générale. Je ne suis pas entré dans le détail parce que le forum le plus approprié pour cela est le Groupe de travail. Nous espérons pouvoir le faire à un stade ultérieur, au Groupe de travail précisément.

Le PRESIDENT (République démocratique allemande) (traduit de l'anglais) : Conformément à la décision que le Comité a prise à sa 104ème séance plénière, j'ai le plaisir de donner la parole au représentant du Danemark, M. l'Ambassadeur Peter Michaelser

(Le Président)

L'Ambassadeur Michaelsen est le Conseiller spécial du Gouvernement danois pour les questions de désarmement et il est actuellement Président de la Commission du désarmement de l'Organisation des Nations Unies, poste auquel il a été élu en décembre 1980.

M. MICHAELSEN (Danemark) (traduit de l'anglais) : Monsieur le Président, puisque c'est la première fois que j'ai l'honneur de prendre la parole devant le Comité, permettez-moi tout d'abord de vous rendre hommage en votre qualité de Président du Comité du désarmement pour ce mois-ci.

En outre, j'aimerais exprimer aux membres du Comité du désarmement notre satisfaction au sujet de la décision d'autoriser mon pays à participer aux travaux du Comité en qualité d'observateur. Je pourrais ajouter que nous suivons avec le plus grand intérêt les débats sur un élargissement éventuel de la composition du Comité, qui ont été ouverts dernièrement en rapport avec le début des préparatifs de la deuxième session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies consacrée au désarmement.

Notre intention est de contribuer aux travaux du Comité, en particulier à l'occasion des efforts déployés pour parvenir à un accord sur la teneur d'une convention interdisant les armes chimiques et à la conclusion d'un traité interdisant les essais d'armes nucléaires. Au cours de la présente session, le Danemark participe aux travaux du Groupe de travail spécial sur les armes chimiques et du Groupe spécial d'experts scientifiques chargé d'examiner des mesures de coopération internationale en vue de la détection et de l'identification d'événements sismiques.

Etant donné, comme je l'ai dit, que c'est la première fois que le Danemark prend la parole au Comité du désarmement pendant la session en cours, je demande votre indulgence, Monsieur le Président, si je fais quelques observations de caractère général avant d'en venir au point de l'ordre du jour que nous examinons aujourd'hui, à savoir les armes chimiques.

Malheureusement, le climat international actuel n'est guère favorable au désarmement et à la limitation des armements. La tension qui règne dans le monde demeure pour le moment un obstacle à l'accomplissement de progrès dans les négociations internationales sur ces problèmes.

Dans la perspective de la présente crise économique mondiale et des problèmes qu'elle engendre, en particulier pour les pays les plus pauvres, les énormes ponctions que représentent les budgets militaires semblent encore davantage dépourvues de sens. En cette époque de crise de l'énergie, il apparaît hautement insatisfaisant qu'une partie proportionnellement importante de la totalité des travaux de recherche-développement dans le monde se situe dans le domaine militaire au lieu de servir à créer de nouvelles sources d'énergie. Ces deux paradoxes nous sont évidents à tous. Il est facile de faire de la morale et de trouver des motifs à l'immobilisme actuel des négociations internationales sur le désarmement et la limitation des armements. Bien que cela soit difficile, il est néanmoins des plus nécessaire de trouver un moyen de relâcher la tension et de faire en sorte que ces négociations progressent dans l'avenir.

En fait, la course aux armements nucléaires, tout comme celle aux armements classiques, est fortement concentrée dans un nombre limité de pays qui possèdent la majeure partie des arsenaux militaires du monde. Ces puissances ont une responsabilité particulière de donner un exemple international de bonne conduite conforme à la Charte des Nations Unies, engendrée par la volonté de ne pas recourir à la force dans les relations internationales et d'inspirer la confiance par une attitude de franchise.

(H. Michaelsen, Danemark)

Toutefois, nous ne pouvons nous permettre de négliger le fait que, dans de nombreuses régions du globe, des conflits armés locaux présentent de graves risques d'escalade. En outre, ces conflits locaux et ces courses aux armements régionales ont des conséquences nuisibles pour le développement économique et social des pays concernés et des autres pays qui se trouvent dans leur région.

On est en droit de se demander ce que les petits pays ou les pays moyens pourraient faire pour que les événements prennent un tour positif.

Il est évident que toute solution réaliste des problèmes auxquels nous sommes confrontés doit tenir compte des intérêts fondamentaux des grandes puissances militaires. Les débats du Comité doivent prendre ce fait en considération, quelle que puisse être la force des sentiments en faveur de négociations purement multilatérales.

En revanche, les problèmes vitaux du désarmement et de la limitation des armements concernent la vie de chacun d'entre nous et ne sauraient être laissés exclusivement à la discrétion des superpuissances, et surtout pas lorsque, d'année en année, on n'observe que des progrès limités. En conséquence, le devoir des petits pays est de jouer le rôle de la mauvaise conscience des superpuissances et d'apporter une contribution sous la forme d'idées et de propositions constructives susceptibles d'entretenir aussi le processus dans des domaines faisant l'objet de négociations entre un nombre limité d'Etats directement impliqués. Le Comité du désarmement s'est révélé être un instrument commode à cette fin.

Les négociations au Comité du désarmement sur un programme global de désarmement ont enregistré des progrès appréciables et nous espérons que durant la présente session, les membres du Comité seront en mesure de s'entendre au sujet d'un tel programme, qui pourrait constituer un apport majeur aux discussions à la deuxième session extraordinaire, l'année prochaine. Etant donné notre intérêt bien connu pour le désarmement classique en même temps que pour le désarmement nucléaire, j'exprime notre espoir que cet aspect sera dûment inclus dans le programme.

Tout en reconnaissant les divergences d'opinions dont il convient de tenir compte, mon gouvernement est d'avis que le Groupe de travail spécial sur les armes radiologiques devrait accélérer ses travaux concernant le texte d'une convention relative à ces armes de destruction massive. Nous avons pris acte avec satisfaction de l'accord conclu en 1979 entre les Etats-Unis et l'Union soviétique, et j'aimerais profiter de cette occasion pour prier instamment le Comité de tirer pleinement parti des travaux accomplis par les deux superpuissances. Bien que d'une portée limitée, une telle convention serait une réalisation hautement bienvenue dans une période marquée par la tension et le manque de confiance.

Comme je l'ai déjà dit, deux des questions qui sont inscrites à l'ordre du jour présentent un intérêt particulier pour le Danemark, à savoir les efforts pour parvenir à un accord sur une interdiction complète des essais nucléaires et les travaux concernant les éléments à inclure dans une future convention sur les armes chimiques.

A notre avis, dans le domaine d'une interdiction complète des essais, le Comité du désarmement pourrait avec profit entreprendre une étude active du cadre institutionnel détaillé nécessaire à la vérification efficace du respect d'un traité. A cet égard, le rapport du groupe spécial d'experts scientifiques qui devrait être mis définitivement au point dans le courant de l'année pourrait constituer un point de départ constructif.

(M. Michaelsen, Danemark)

Permettez-moi de profiter de l'occasion pour dire que nous considérons comme fort utiles les travaux accomplis jusqu'à présent au sein du Groupe spécial d'experts et que nous estimons que les discussions du Groupe et les essais expérimentaux qu'il a réalisés contribuent grandement à préparer la voie pour un futur traité sur l'interdiction complète des essais. Un expert danois participe activement aux travaux du Groupe spécial et nous sommes disposés à apporter à celui-ci notre appui le plus complet dans ses travaux futurs. A cet égard, laissez-moi vous rappeler l'offre faite par le Premier Ministre du Danemark dans sa déclaration générale à la première session extraordinaire, lorsqu'il a dit que les experts danois et les installations sismologiques danoises au Groënland pourraient se révéler utiles pour résoudre les problèmes que pose la vérification du respect d'un traité sur l'interdiction complète des essais nucléaires. Ainsi donc, le Danemark est prêt à participer à un système multilatéral de coopération sismologique.

La première session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies consacrée au désarmement a déclaré que l'interdiction des armes chimiques était l'un des problèmes les plus vitaux et les plus urgents dans le domaine du désarmement. Dans le paragraphe 75 du Document final de la session extraordinaire, l'interdiction complète et effective de la mise au point, de la fabrication et du stockage de toutes les armes chimiques, ainsi que leur destruction, sont décrites comme étant l'une des mesures de désarmement les plus urgentes, et la conclusion d'une convention à cette fin est soulignée comme étant l'une des tâches les plus urgentes des négociations multilatérales.

Depuis la première session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement, les armes chimiques ont apparemment revêtu une importance croissante dans la planification militaire. Il est donc des plus urgent que des progrès soient enregistrés dans les travaux du Comité, afin d'empêcher que ne se déclenche une intense course aux armements chimiques, comme cela s'est produit dans le domaine nucléaire.

Une somme de travail considérable a été accomplie pour préparer la conclusion d'une convention interdisant les armes chimiques. Un grand nombre de propositions et de documents de travail ont été présentés au Comité du désarmement, et les deux rapports sur les négociations entre les Etats-Unis et l'Union soviétique indiquent que des efforts sont activement déployés pour parvenir à un accord. Il semble que la base technique de l'accord ait été assez bien étudiée, mais aucun accord n'est encore en vue, principalement parce que le problème extrêmement important de la vérification n'a pas encore été pleinement résolu.

Etant opposé au stockage d'armes chimiques sur le territoire danois dans les circonstances présentes, c'est-à-dire en temps de paix, le Gouvernement du Danemark est résolument favorable à la conclusion rapide d'une convention interdisant les armes chimiques. Le récent débat sur la prétendue utilisation d'armes chimiques dans certaines parties du monde a montré que le Protocole de 1925 prohibant l'emploi à la guerre de gaz asphyxiants, toxiques ou similaires n'est pas suffisamment complet, en particulier - mais non pas uniquement - parce qu'il y manque un instrument de vérification. Quant à la portée de la convention, nous sommes d'avis qu'elle devrait être aussi complète que possible et inclure, dès le départ, la mise au point, la fabrication, le stockage, l'acquisition, la conservation, le transfert et l'utilisation d'armes chimiques, et l'assistance à d'autres Etats dans ce domaine. Cela correspond aux variantes 1 et 3 du document de travail CD/CW/WP.7 du 16 février 1981, distribué par le Président du Groupe de travail sur les armes chimiques. Nous préférierions donc qu'une interdiction de l'utilisation des armes chimiques soit incluse dans la convention, bien que cette utilisation soit déjà interdite par le Protocole de 1925, afin d'assurer que l'utilisation des armes chimiques fasse aussi l'objet d'une vérification. Toutefois, nous voyons aussi des

(M. Michaelsen, Danemark)

avantages à une convention moins complète - s'il se révèle que des propositions plus ambitieuses sont impossibles à réaliser - afin que le processus puisse démarrer dès maintenant.

Comme il a été mentionné précédemment, l'expérience acquise avec le Protocole de 1925 - et je pourrais y ajouter la Convention sur les armes biologiques - a prouvé que des procédures de vérification fiables sont un impératif.

La vérification adéquate d'une interdiction des armes chimiques doit porter en particulier sur les domaines suivants :

- a) Destruction des stocks existants d'armes chimiques.
- b) Destruction ou fermeture des installations de fabrication existantes de telles armes.
- c) Contrôle de la fabrication existante d'agents chimiques "délicats", dans la mesure nécessaire au respect d'une interdiction de fabrication.

Dans un certain nombre de documents de travail et autres présentés au Comité du désarmement, il est prévu que, lors de leur adhésion à une convention sur les armes chimiques, les parties seront obligées de déclarer leurs stocks d'armes chimiques et leurs moyens dans ce domaine ainsi que les moyens de fabrication de produits chimiques couverts par la convention. En outre, les plans de destruction des stocks d'armes chimiques et de destruction ou de démantèlement des installations de fabrication devront être déclarés. Je pourrais ajouter que le Danemark est particulièrement intéressé à la question des moyens et des procédures de destruction en ce qui concerne les armes chimiques.

En raison de la nature extrêmement complexe des questions soulevées par la vérification du respect d'une convention sur les armes chimiques, nous estimons qu'il faudrait étudier la mise au point de procédures de vérification n'impliquant qu'un minimum d'intrusion. Toutefois, il semble que, pour le moment, les inspections sur place soient le seul moyen de vérification totalement efficace. En conséquence, de telles visites nécessitent la compétence technique d'un organisme international hautement qualifié pouvant garantir que les inspections seront organisées d'une manière appropriée et effectuées sans intrusion inutile.

J'ai abordé quelques thèmes que le Comité examine actuellement. Tous sont des questions importantes et extrêmement difficiles au sujet desquelles les points de vue divergent parmi les Etats Membres et dans l'ensemble de la communauté internationale. Toutefois, il est encourageant de constater que les travaux du Comité continuent de progresser malgré la tension et la récession mondiales.

Depuis qu'il a été réorganisé conformément aux recommandations de la dixième session extraordinaire, le Comité du désarmement est devenu un véritable organe de négociation. Les travaux des quatre groupes de travail spéciaux qui ont été créés indiquent qu'il existe une volonté positive d'examiner ouvertement et franchement les divergences d'opinions. Cela autorise de grands espoirs pour l'avenir.

Le PRESIDENT (République démocratique allemande) (traduit de l'anglais) : Je remercie le représentant du Danemark, M. l'Ambassadeur Michaelsen, de sa déclaration et des félicitations qu'il m'a adressées.



(Le Président)

Conformément à la décision que le Comité a prise à sa 104ème séance plénière, je donne à présent la parole au représentant de la Finlande, M. Miettinen, professeur de radiochimie et Directeur du projet finlandais sur la vérification des armes chimiques.

M. MIETTINEN (Finlande) (traduit de l'anglais): Monsieur le Président, bien qu'il y ait l'unanimité concernant l'objectif final des négociations sur le désarmement, à savoir le désarmement général et complet, il est généralement entendu que la première mesure concrète à prendre serait de limiter et d'interdire les armes nucléaires et les autres armes de destruction massive. Parmi ces autres armes, ce sont les armes chimiques qui semblent être de loin les plus dangereuses. En conséquence, leur interdiction constitue véritablement une tâche urgente pour le Comité du désarmement.

Ce fait est reconnu dans l'ordre du jour du Comité du désarmement. Cette question fait l'objet de discussions intensives et, nous sommes heureux de pouvoir ajouter, constructives au sein d'un groupe de travail spécial. Elle fait également l'objet de discussions bilatérales entre les Etats-Unis et l'URSS. Nous espérons que ces discussions ne tarderont pas à reprendre et qu'elles aboutiront à un projet commun de convention.

La délégation finlandaise a suivi de près le débat qui s'est déroulé au Comité et au sein de son groupe de travail. A notre avis, les travaux se déroulent dans un bon climat. Grâce aux efforts louables de son Président, M. l'Ambassadeur Lidgard, le groupe de travail peut travailler de façon ordonnée et s'attaquer à des problèmes véritablement concrets. Le Président a fait distribuer aux membres du groupe plusieurs documents de travail que nous jugeons d'une manière générale être très utiles.

Les principaux problèmes en suspens concernent la portée, les définitions, les critères et la vérification. Cela n'est guère surprenant, puisque ces mêmes problèmes posent également des difficultés dans tous les accords de limitation des armements ou autres. Mais puisqu'ils ont été réglés ailleurs, il ne devrait pas être impossible de les résoudre ici également.

Dans toutes ces délibérations, le problème de la vérification du respect d'un traité éventuel a souvent occupé le devant de la scène. La Finlande, en tant que pays neutre, s'intéresse naturellement au désarmement et s'est donc efforcée d'apporter, elle aussi, une contribution aux efforts déployés pour résoudre ce problème. Dès 1972, la Finlande a décidé de créer, sur une base nationale, des moyens de contrôle des armes chimiques en vue d'une utilisation future éventuelle sur le plan international. Un groupe de travail composé de chimistes s'est attaché à étudier des méthodes d'analyse des agents de guerre chimique en vue de la création de ces moyens de contrôle.

C'est dans ce contexte que la Finlande a essayé de développer son projet sur le rôle de l'analyse instrumentale des agents de guerre chimique et sur la vérification de ceux-ci. Un document de travail (CD/164) a été distribué aujourd'hui aux membres du Comité, qui décrit le stade actuel du projet que nous exécutons. Celui-ci a été conçu en tant que projet à fins multiples, tant des points de vue techniques que fonctionnels. Du point de vue technique, les moyens de contrôle envisagés pourraient être utilisés pour vérifier trois types différents d'activités : destruction des stocks, non-fabrication d'armes chimiques et utilisations alléguées. Au point de vue fonctionnel, les moyens pourraient être utilisés indépendamment des modalités de la vérification convenue. Autrement dit, ils pourraient être utilisés aux fins d'une vérification nationale ou d'une combinaison d'inspections nationale et internationale, ou à l'occasion d'une enquête ordonnée par une autorité internationale compétente, ou, enfin, pour répondre à des préoccupations exprimées par des pays en développement au sujet

(M. Miettinen, Finlande)

des difficultés qu'ils pourraient avoir à procéder à une vérification à l'aide de leurs seuls moyens nationaux.

Les progrès réalisés dans le cadre du projet finlandais ont été décrits dans des documents de travail et des opuscules que la Finlande a présentés annuellement à la Conférence du Comité du désarmement et au Comité du désarmement. Ils sont énumérés dans le document de travail que nous présentons aujourd'hui.

Le projet finlandais concentre son attention sur l'élaboration des méthodes nécessaires pour effectuer une analyse détaillée de traces dans tous échantillons de contrôle qui auront pu être recueillis pour vérifier le respect d'une interdiction des armes chimiques. Après l'élaboration de méthodes satisfaisantes et l'établissement d'une banque de données appropriée, le projet passera à l'étude des problèmes liés au prélèvement d'échantillons.

La première étape du projet finlandais a consisté à synthétiser des modèles d'agents neurotoxiques et de composés chimiques apparentés et d'examiner leurs propriétés pertinentes du point de vue d'éventuelles analyses de vérification. Après cela, l'étude a porté sur la possibilité d'utiliser les techniques instrumentales disponibles pour identifier des agents de guerre chimique. En utilisant les techniques les mieux appropriées et en assurant des conditions de mesure reproductibles, on a constitué une banque de données initiale pour environ 150 agents et produits de leur dégradation. Les techniques choisies ont été groupées en un système de méthodes micro-analytiques, qui a été proposé pour examen en tant que base de normalisation internationale des analyses de vérification en matière d'armes chimiques. Le système proposé a été publié par le Ministère des affaires étrangères de Finlande en 1978 et 1980, sous la forme d'opuscules mentionnés ci-dessus (CCD/577 et CD/103).

Le projet finlandais a également formé plusieurs chercheurs dans le domaine des analyses de vérification en matière d'armes chimiques. Le laboratoire principal du projet se trouve au Département de la chimie de l'Université d'Helsinki, mais les recherches sont menées en coopération étroite avec plusieurs autres laboratoires finlandais.

L'objectif principal de la première étape du projet finlandais a été atteint en 1980. Il s'agissait d'un système sensible d'identification des principaux agents supertoxiques. L'objectif de la prochaine étape est la mise au point de procédures détaillées pour la préparation des échantillons et la détermination organique quantitative à l'état de trace d'agents connus et virtuels. Des méthodes précises sont également nécessaires pour obtenir des renseignements utiles sur des matrices d'échantillons complexes et métabolisés. Parallèlement à ces études, le projet finlandais concentre son attention sur l'automatisation de l'analyse de vérification, y compris la mise au point d'un appareillage de surveillance automatique. L'automatisation des analyses de vérification permet d'obtenir une surveillance sensible des seuls produits chimiques interdits et d'atténuer ainsi la crainte de voir révéler des secrets commerciaux et industriels à partir d'échantillons industriels par une révélation superflue d'autres composés servant à des fins pacifiques. Le troisième objectif futur est l'extension de la banque de données initiale de façon à englober tout composé chimique présentant un intérêt du point de vue d'une interdiction des armes chimiques.

Des études détaillées sur le prélèvement d'échantillons ne peuvent commencer qu'après achèvement de la mise au point méthodologique en cours de l'analyse des traces. Toutefois, ces études présentent une importance primordiale pour l'élaboration

(M. Miettinen, Finlande)

d'instructions détaillées concernant le prélèvement d'échantillons en vue des analyses de vérification. Des essais miniaturisés sur le terrain, en plein air, sont nécessaires et ils sont envisagés. Ils comprendront des expériences de télésurveillance de l'air et de l'eau.

Au cours des huit années d'existence du projet finlandais, la sensibilité et la spécificité de l'analyse des composés chimiques organiques se sont énormément améliorées, de plusieurs ordres de grandeur. Il y a dix ans on était tout heureux de parvenir à identifier par comparaison une substance connue dont un millionième de gramme seulement,  $10^{-6}$  g, était présent dans l'échantillon. Aujourd'hui, on peut identifier et déterminer structurellement des composés inconnus présents au  $10^{-9}$  ou, dans des cas favorables, au  $10^{-12}$  g; autrement dit, la sensibilité est un million de fois plus élevée. Et les possibilités d'amélioration sont encore considérables puisque  $10^{-12}$  g contient un million de millions ou  $10^{12}$  de molécules du poids moléculaire moyen des agents neurotoxiques. Il est parfaitement possible, et même probable, qu'au cours des dix prochaines années, la sensibilité de l'analyse organique augmentera encore de plusieurs ordres de grandeur.

Ce qui a été dit ci-dessus concerne la sensibilité de l'analyse instrumentale. On peut encore accroître la sensibilité de l'ensemble, c'est-à-dire l'analyse environnementale, en augmentant la taille de l'échantillon environnemental. Par exemple au lieu des quelques litres d'air habituels, on peut pomper de nombreux mètres cubes, voire des milliers de mètres cubes d'air à travers un dispositif où les composés visés sont captés, le condensat étant ensuite traité en vue d'une analyse. Plus la matrice est complexe - condensat d'air, d'eau de surface pure, d'eau polluée ou échantillon de sol, de tissus végétal ou animal, etc. - plus il est compliqué de préparer, d'enrichir et de préfractionner l'échantillon. Il s'agit d'un domaine très vaste et difficile, qui exigera une somme considérable de recherches dans les années à venir.

Mais il sera bientôt possible d'identifier toute utilisation d'agents chimiques en plein air, qu'il s'agisse d'essais sur le terrain, d'actions anti-émeute ou de guerre chimique, à des centaines ou des milliers de kilomètres sous le vent. Avec de bonnes données météorologiques, comme c'est aujourd'hui le cas dans de vastes parties du monde, on pourra calculer la trajectoire de la masse d'air contenant l'agent et, la vitesse du vent étant connue, il sera possible de déterminer approximativement l'emplacement de l'origine. Si l'on dispose d'observations par satellite pour la région considérée, on pourra se faire une idée de la nature de l'émission.

Les huit années d'expérience du projet finlandais montrent qu'une recherche continue est nécessaire pour maintenir la méthodologie de l'analyse des agents de guerre chimique au niveau des progrès techniques rapides de la technologie instrumentale. Plus exigeants encore sont le prélèvement d'échantillons et le prétraitement. Cependant, il sera bientôt possible de vérifier à grande distance toute utilisation étendue (s'exprimant en hectares) d'agents de guerre chimique à l'air libre, mais non la fabrication ou la destruction de ces agents dans des installations hermétiques non plus que leur stockage dans des abris hermétiques. La vérification de ces activités nécessitera des inspections sur place, dont il faudra définir les modalités dans la convention. Cela constitue la partie politique du problème de la vérification dans son ensemble. La recherche organo-analytique ne saurait résoudre la partie politique du problème, mais elle peut garantir que les échantillons pourront être convenablement analysés si on parvient à les obtenir.

M. LIDGARD (Suède) (traduit de l'anglais) : Monsieur le Président, je voudrais profiter de cette occasion pour confirmer l'annonce que j'ai faite précédemment, à savoir que je tiendrai une consultation officieuse à participation non limitée aujourd'hui à 15 heures dans la Salle 1, afin d'examiner l'organisation des travaux du Groupe de travail sur les armes chimiques pour la journée de demain.

M. de la GORCE (France) : Monsieur le Président, la délégation française souhaiterait faire une brève observation sur la question de la distribution des documents dans les langues officielles, et elle souhaite le faire en séance plénière.

Nous avons reçu ce matin deux documents qui nous ont été distribués tous les deux en anglais : l'un, celui qui émane de la délégation finlandaise, est évidemment un texte récent - il est daté du 19 mars - et ne comporte que deux pages, et je pense qu'il aurait pu, sans doute, nous être distribué en français et dans les autres langues du Comité ce matin.

Mais je voudrais citer un autre exemple : celui du document CD/166, dont l'original est la langue russe et qui nous est distribué ce matin en anglais. Ce texte, à part la lettre de couverture de l'Ambassadeur Israelyan, qui n'a qu'une ligne, a été présenté par Son Excellence le Ministre des affaires étrangères de l'Union soviétique à l'Assemblée générale des Nations Unies le 25 septembre 1980. Donc, il existe certainement dans toutes les langues officielles des Nations Unies. Nous avons quelques difficultés à comprendre pourquoi ce document ne nous est pas distribué aujourd'hui simultanément dans toutes les langues de travail. Je souhaiterais d'ailleurs savoir si la délégation soviétique a reçu ce texte en langue russe.

J'appelle, Monsieur le Président, très sérieusement l'attention du Secrétariat sur l'importance de ses distributions, autant que possible simultanées, qui normalement devraient être simultanées, dans les langues du Comité. Ma délégation a sur ce point des instructions permanentes très fermes, et nous serons obligés de revenir sur ce point avec beaucoup d'insistance.

Le PRESIDENT (République démocratique allemande) (traduit de l'anglais) : Je vous remercie de votre déclaration. Le secrétariat et moi-même avons pris note de votre demande et nous vous donnerons ultérieurement une réponse appropriée.

Je voudrais rappeler que la Présidence procédera demain mercredi à 15 heures, dans la Salle de conférences I, à des consultations officieuses ayant trait à l'examen des questions ressortissant aux points 1 et 2 de l'ordre du jour. Je propose maintenant qu'immédiatement après la présente séance plénière, le Comité tienne une brève réunion officieuse pour entendre une courte déclaration de M. l'Ambassadeur Jaipal, Secrétaire du Comité et Représentant personnel du Secrétaire général, qui donnera au Comité des informations sur un certain nombre de questions pendantes.

En l'absence d'objection, il en sera ainsi décidé.

Il en est ainsi décidé.

La prochaine séance plénière du Comité du désarmement aura lieu le jeudi 26 mars 1981, à 10 h 30.

La séance est levée à 12 h 55.